



## **PROPOSITION DE TEXTE 2 :**

### **BILAN ET ANALYSE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DEPUIS NOTRE DERNIER CONGRES.**

---

Notre dernier congrès s'est tenu en décembre 2006. Depuis, l'université, et plus généralement l'enseignement supérieur a connu de profonds changements. Les valets du patronat ont accéléré le processus de privatisation. Face à cela, des résistances sont apparues et ont mené à deux années de luttes étudiantes, parfois dans l'unité mais aussi seules face au pouvoir.

Toujours dans l'optique de forger un projet pour une nouvelle université, notre organisation doit faire le bilan des réformes et ainsi le bilan de ces années de lutte. Pour ce faire, nous devons être au clair avec la réalité étudiante d'aujourd'hui. Nous ne pouvons développer les luttes sans savoir qui sont les étudiants d'aujourd'hui, et les aspirations qu'ils portent.

#### **1) l'État du milieu Universitaire**

##### **a) Les étudiants**

Malgré la massification de l'enseignement supérieur qui date d'après la libération, on assiste à une paupérisation du milieu étudiant. Le constat d'inégalités sociales au sein de l'Université reste accablant: le cadre d'aides sociales sensé garantir l'égalité d'accès à la formation, notamment assuré par le CROUS, n'a pas évolué depuis les années 70, malgré l'inflation. Ainsi, seuls 30% des étudiants sont fils d'ouvriers, et ils ne sont que 6% en Master, et la majorité des étudiants sont aujourd'hui contraints de se salarier pour financer leurs études. Les inégalités de classe se reflètent au sein de l'enseignement supérieur, car c'est le lieu de reproduction sociale, et plus généralement, c'est l'un des moments-charnière où se dessine la division du travail. Les choix de parcours ainsi que leur issue est en grande partie déterminé par les conditions d'existence de ces étudiants.

Ainsi, les étudiants issus des milieux les plus défavorisés vont majoritairement se tourner vers des filières qui leur permettent de trouver un emploi qualifié rapidement (type IUT, BTS, Licence pro), ou de gravir l'échelle sociale (droit, économie-gestion, science po). Les étudiants en lettres et sciences humaines quant à eux, sont majoritairement issus des

couches intermédiaires de la société. Ce sont les étudiants les plus combattifs compte tenu de la situation de déclassement qui ont lieu sur le marché du travail et dans laquelle les réformes actuelle les plonge; mais aussi de leur situation sociale relativement précarisée. La majorité des étudiants les plus favorisés ne sont pas à l'Université : ils intègrent des prépas, ou des grandes écoles, ou écoles d'ingénieurs, qui forment des élites ou les cadres d'entreprises, et qui pour cela, sélectionnent selon le capital tant culturel qu'économique.

Les étudiants dans leur ensemble aspirent à trouver un emploi stable. La situation sociale des plus précaires d'entre eux, ainsi que le contexte de crise et l'évolution du contenu de nos formations conditionne leur désintérêt pour l'organisation collective et la compréhension des enjeux de notre société. La réduction du nombre de sièges aux conseils et la destruction des lieux de vie étudiante a d'ailleurs entériné cet état de fait, et c'est un point d'appui pour administrer une Université sans démocratie.

#### **b) les enseignants-chercheurs**

Le milieu des enseignants chercheurs est traversé par une contradiction majeure, avec d'une part la tendance conservatrice, celle des mandarins, et d'autre part la tendance progressiste, celle des communistes qui ont administré des Universités, avec comme emblème l'Université de Paris 8. Dans les années 80, cette mouvance progressiste va s'affaiblir structurellement et intellectuellement, et les dynamiques de rapprochement entre les présidents d' Université et les pouvoirs publics (notamment avec la création de la CPU par opposition au CNESER) vont profondément bouleverser les relations de pouvoirs au sein de l'Université. Pendant le mouvement LMD, les équipes enseignantes sont sollicitées pour appliquer la réforme en créant de nouveaux Master, ce qui va conditionner pour beaucoup leur attitude pendant le mouvement LRU. Le statut de la recherche, qui tend de plus en plus à être soumis aux commandes de l'État ou du privé, les nouveaux mode de recrutement des enseignants-chercheurs et professeurs (par le président de l'Université), ainsi que l'intégration des Universitaires dans les sphères du gouvernement et les expertises pour lui permettre d'appliquer sa politique a transformé l'Université française en une somme de fiefs où les présidents d'université ont tous les pouvoirs. C'est la raison pour laquelle le nombre d'enseignants-chercheurs est le seul collègue qui a progressé au sein des Conseils de l'Université, ce qui permet au président d'assurer son pouvoir au sein de ceux-ci. Dans le même temps, on a assisté à une « prolétarianisation », une précarisation du statut, ainsi qu'une mise en concurrence pour la majorité des enseignants-chercheurs, car ceux-ci n'ont plus

l'assurance d'être embauchés après leur thèse et ils sont soumis à des obligations de publication, qui sont très élevées.

### **c) les personnels IATOS**

Voilà plusieurs années que les Universités subissent de plein fouet la pénurie de personnels, ce qui a de graves conséquences tant concernant leur conditions de travail que sur la qualité du service public. Avant la LRU, les Universités palliaient à ce problème en embauchant des vacataires. La LRU a pris acte de cet état de fait et a généralisé ce processus, notamment par le biais des emplois étudiants à l'Université, dont les missions et les salaires sont définis au sein de chaque Université sans aucun contrôle de l'État. Les personnels sont donc pris entre le marteau de la dégradation de leurs conditions de travail dégradées par les suppressions de postes et la casse de leur statut, et l'enclume des externalisations dans le cadre des partenariats public-privé. Et si les personnels de l'Université n'ont pas changé de statut, ils ont changé d'employeur, qui est désormais directement le président de l'Université. Ainsi, en plus du nombre ridicule de personnels pouvant siéger aux Conseils de l'Université, tout contre-pouvoir émanant des personnels est muselé par le moyen de pression dont disposent les présidents d'Université.

## **2) Retour sur deux ans de mobilisations**

Comme le montre le Germe, l'originalité de ces deux mobilisations tient dans le fait qu'ils ne sont pas nés d'une impulsion de l'UNEF. La mobilisation contre la LRU s'est amplifiée rapidement, parfois même brutalement, forte de l'expérience de victoire relative du mouvement contre le CPE, mais aussi parce que les étudiants, de même que la jeunesse, n'ont pas porté Sarkozy au pouvoir. Ainsi, à la rentrée 2007, le niveau de combattivité à l'Université était très élevé.

Très vite, et mécaniquement, les étudiants grévistes se sont tournés vers les mêmes modalités d'actions que celles du mouvement contre le CPE : Assemblées Générales, blocage, Comités de Mobilisation...

### **a) Les méthodes d'action**

#### **Le constat que l'on peut faire**

Le constat que l'on peut tirer des modalités d'organisation du mouvement de 2007, c'est que les Assemblées Générales et Coordinations étudiantes ne se sont pas donné les

moyens de faire en sorte que les étudiants s'approprient les débats et enjeux de l'enseignement supérieur, et ont surtout été le lieu du conflit entre organisations, ce qui a été d'ailleurs instrumentalisé par les médias. La mobilisation a de plus peiné à quitter le cercle fermé de l'Université.

Contrairement aux méthodes traditionnelles utilisées lors des mouvements précédents (AG, comités de mobilisation, coordinations nationales, occupations, blocages...) de nouvelles formes de mobilisation se sont développées les années suivantes (« printemps des chaises », « ronde des obstinés »...), elles prétendaient répondre au manque d'écho et de visibilité du mouvement. Cette analyse, même si elle n'est pas fausse, traduit une réalité, celle de la course à la médiatisation. Non pas que le fait d'être dans les médias soit négatif, mais ce n'est pas la priorité dans la construction d'un rapport de force avec les gouvernants, la démarche capitale étant de mobiliser les étudiants, et plus largement le monde universitaire, démarche qui a été reléguée au second plan, certains réussissant même à cultiver un antagonisme entre étudiants grévistes et non-grévistes. Sur le plan Européen, cette réforme n'a pas trouvé de réelle résistance, alors même qu'en Allemagne, en Autriche, en Grèce et en Italie notamment, des grèves étudiantes se sont lancées sur les mêmes mots d'ordre que les nôtres ces dernières années, avec un taux de combattivité très élevée.

La mobilisation étudiante de ces deux dernières années a aussi vu naître en son sein le Réseau Universités Sans Frontières, qui a pour but de créer un cadre unitaire de défense des étudiants menacés d'expulsion. Cette structure, de même que le Réseau Education Sans Frontières, a favorisé la prise de conscience et à la médiatisation de ce scandale, ainsi que l'implication d'enseignants dans ce combat.

## **b) Quel lien avec les enseignants-chercheurs et personnels de l'Université ?**

Les enseignants-chercheurs, essentiellement les mandarins n'ont pas pris part à la mobilisation de 2007-2008 contre la LRU, dans une démarche conservatrice, afin de préserver le rang de leurs Universités et même le leur, les contours de l'appel du Ministère à la création de projets pour le plan campus commençant à se dessiner. Ainsi, le Ministère de l'enseignement supérieur allait trouver provisoirement des alliés chez les enseignants-chercheurs, ce qui ne durerait pas longtemps.

En 2009 paraît le décret qui démantèle le caractère national du statut des enseignants-chercheurs, ainsi que le décret Masterisation. Les enseignants-chercheurs, convaincus de leur faiblesse, vont chercher à mobiliser les étudiants autour de leurs revendications, et vont très

vite en venir à remettre en cause les fondements de la LRU, c'est la raison pour laquelle cette mobilisation va être surnommée « mouvement LRU 2 ». De la difficile convergence avec les étudiants qui ne parviennent pas à impulser des revendications sur leurs mots d'ordres qui leurs sont propres, et de la faible expérience qu'ont enseignants-chercheurs de la mobilisation vont naître les dérives corporatistes que l'on connaît, la mobilisation leur ayant permis de remporter un léger sursis.

Les personnels IATOS, quand à eux, sont les grands oubliés de ces mobilisations. Ils n'ont pas pu y trouver leur place, étant donné que les mobilisations de 2007 et 2009 avaient un caractère social (pour les étudiants) et intellectuel, qui questionnait le rôle du savoir et de la production de savoir dans la société (pour les enseignants-chercheurs).

### **c) Les nouvelles formes de répression et ses impacts**

Étant donné que la LRU était la première réforme de Sarkozy fraîchement arrivé au pouvoir, il était primordial pour celui-ci de ne rien céder sur cette question, ainsi, on a assisté à l'apparition de certaines formes de répression inédites à l'Université. Il en est de même en 2009, car les décrets sont une étape charnière la casse du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche. Cette répression s'articule sur deux plans principaux : stigmatiser pour diviser et générer de la peur, et déployer une force d'inertie pour endiguer la mobilisation.

Les étudiants grévistes ont été très vite marginalisés lors de la mobilisation de 2007. Réduits à des groupuscules d'extrême-gauche, mises en scènes, vocabulaire médiatique faisant appel à des référentiels qui sont de l'ordre du terrorisme et du fascisme : contrairement au mouvement CPE, la mobilisation contre la LRU a été relayée de façon très orientée, partielle déformée et mensongère, dans le but de la rendre impopulaire. C'est le mythe de l'étudiant gréviste construit de toutes pièces qui va légitimer l'envoi de troupes de CRS pour casser les piquets de grève par la force. D'autre part, la légitimité d'une telle mobilisation et de telles modalités d'actions va être contestée, et ainsi des votes à bulletin secrets vont être mis en place par l'administration, nous retirant la possibilité de s'organiser. Vont aussi apparaître dans plusieurs Universités les sanctions disciplinaires et la pression sur les examens.

Enfin, les présidences ne vont que très rarement combattre ce mouvement de front : elles vont jouer le pourrissement du mouvement, à la fois en fermant administrativement les Universités, mais aussi en s'appuyant sur les débâcles de fin de semestre et les partiels. Qui vont exacerber les tensions entre ceux qui souhaitent se battre jusqu'au bout, et ceux qui se

préoccupaient de leurs études. Ce qui s'est avéré problématique pour nous, c'est que les motifs pour lesquels certains étudiants ont souhaité arrêter la grève, ou même y ont été opposés dès le départ, ne peuvent être imputés au conformisme et à un « formatage intellectuel », mais aussi à leur situation sociale précaire.

#### **d) la Crise du syndicalisme à l'Université**

On assiste aujourd'hui à la crise du syndicalisme à l'Université, qui intervient après une période de stagnation, où les syndicats se sont pour beaucoup reposés sur un rayonnement accru, acquis lors du mouvement CPE. Nous pouvons analyser en parallèle la crise du syndicalisme étudiant et enseignants, qui est matricée par l'arrivée de la LRU et la modification des relations de pouvoir à l'Université. Lors de l'été 2007, certaines organisations ont participé à des négociations avec le gouvernement, et n'ont pas été dans l'optique d'une mobilisation dès la rentrée, craignant de détruire toute possibilité de mobilisation par la suite, l'abrogation de la LRU selon eux étant une victoire impossible à remporter. La mise en place de discussions régulières avec le gouvernement alors mises en place doivent être analysées dans un contexte de volonté de la classe dirigeante d'institutionnaliser le conflit : le rapport de force se transforme en « dialogue social », et les syndicats en « partenaires sociaux ». Cette conception du syndicalisme à l'anglo-saxonne a un pouvoir d'inertie considérable car elle sous-entend que nos intérêts ne sont pas contradictoires avec ceux de la classe dirigeante : il existe des points d'accords, il s'agit tout simplement de les trouver.

Ainsi, les mobilisations ont beaucoup souffert des tensions entre syndicats qui se sont mis en porte-à-faux avec les étudiants mobilisés et les autres organisations qui ont fait le choix de mobiliser à la rentrée. Les médias n'ont d'ailleurs pas manqué de s'en emparer. C'est ce qui a favorisé la gauchisation du mouvement étudiant ainsi que le déclin, tant des organisations syndicales en décalage avec la mobilisation, que des autres organisations qui ont été impuissantes à offrir une véritable alternative.

#### **3) les réformes universitaires : quelles logiques ?**

La LRU, en cours d'application dans nos universités, a constitué un énième coup au peu de démocratie et à l'égalité d'accès pour tous (qui n'était en réalité qu'une vague mixité sociale) présente dans nos facs. Alors que la qualité de vie et de formation des étudiants ne cesse de se dégrader, le gouvernement donne des outils au capital plutôt que de donner à chacun la possibilité pour chacun d'étudier dans de bonnes conditions. Alors que le

mouvement CPE a montré que l'accès à l'emploi est la première préoccupation des jeunes, l'État prétend y répondre en rapprochant les Universités et les entreprises, et de placer les Universités Européennes sur le marché international de la connaissance.

### **a) La division du travail par la sélection sociale**

La LRU et ses mises en application sont matricées par les besoins du marché et de la classe dirigeante. Ainsi, depuis le début de la désindustrialisation, avec son lot de délocalisations, et l'explosion du secteur des services, il y a nécessité de réserver toujours l'accès au savoir à une élite, et de former majoritairement des salariés qualifiés, à l'image de ce qu'est le monde du travail aujourd'hui. C'est la logique dans laquelle ont été créés les BTS et les IUT ont été créés dans les années 70.

En concentrant la Recherche dans des « pôles d'excellence » et les licences professionnalisantes dans les centres universitaires, en accentuant le fameux clivage « facs d'élites/ facs poubelles » et en réservant la Recherche à une élite, il s'agit de s'appuyer sur les inégalités non seulement territoriales mais aussi sur les inégalités sociales pour répondre aux besoins des entreprises. Cela va de pair avec le financement des grandes écoles ou écoles privées qui allient sélection selon le capital culturel et social. Le plan réussite en licence (PRL), avec son volet sur l'orientation active permet d'influer sur l'orientation des bacheliers et de la réguler en fonction des besoins. Il dérègle les modalités de contrôle des connaissances dans le même temps qu'il démantèle le cadre national des contenus de formation. La modification des critères de financement va dans le même sens, et permet de défavoriser encore davantage les Universités en difficulté, au profit des Universités qui sont déjà sur la rampe de lancement de la compétitivité internationale.

Il en est de même en ce qui concerne les politiques d'accueil des étudiants étrangers. On observe le maintien des inégalités entre les étudiants issus des pays du Nord, et les étudiants issus des pays du Sud. Dans le même temps que Hortefeux et Besson expulsent les étudiants du Sud venus à titre individuel, Pécresse crée des partenariats avec les Universités à l'étranger, pour renforcer le prestige et l'attractivité de l'Université.

### **b) La soumission aux intérêts privés**

Avec la « loi sur l'autonomie des universités », c'est le savoir qui est clairement soumis aux intérêts privés, en plus de l'entrée des entreprises dans les conseils d'administration et la possibilité pour elles de financer certaines licences ou masters, c'est aussi la réponse aux besoins du « bassin d'emploi » dans les formations proposées par les

universités. Les Universités sont chargées de mettre en valeur les contenus de formations afin d'appâter les investisseurs.

Avec les exonérations d'impôts, et la création des « fondations » par le biais du grand emprunt, chargées de capter les fonds privés, et le financement des écoles privées, et même son désengagement au sein des CROUS, l'État acte son retrait au profit du privé, et ne joue plus qu'un rôle de relai. Il s'agit de métamorphoser la carte de l'offre de formation en France, de sorte qu'elle soit à l'image des bassins d'activité économique actuels, avec des pôles qui s'intègrent parfaitement au bassin économique local.

Il s'agit de plier nos formations aux besoins des entreprises qui ainsi, tendent à substituer la formation dispensée au sein de l'enseignement supérieur à la formation qu'elle doivent dispenser à leurs salariés. En parallèle des dynamiques de précarisation et de flexibilité qu'elles impulsent, elles se réservent le choix de pouvoir embaucher des salariés avec les plus expérimentés à moindre coût, notamment par le biais des stages. C'est cette individualisation, qui par le biais de la non-reconnaissance de nos diplômes dans toutes les conventions collectives, permettent aux employeurs d'embaucher les salariés les plus qualifiés à moindre coût.

### **c) La compétitivité**

Cette dynamique a été initiée par le processus de Bologne qui présente comme but pour l'Enseignement supérieur Européen de promouvoir « *l'économie de la connaissance le plus compétitif au monde* ». La compétitivité et le bon classement d'une Université donne une attractivité et du prestige sur le plan international, et permet de favoriser les investissements privés. Si la compétitivité est le pendant nécessaire de la privatisation, c'est qu'il s'insère dans la logique de rentabilité immédiate.

Le « Plan campus », mise en application concrète de la LRU a été présenté comme l'outil qui permettra à l'Enseignement supérieur français de briller sur le plan international, et remonter dans le classement de Shangaï. C'est cette mesure qui permet de mettre en relief les PRES, créés sur la bases de fusions entre Universités afin de « *prendre place dans la compétition scientifique internationale.* », et auxquels les écoles privées auront la possibilité de s'adosser pour délivrer des diplômes nationaux. C'est une mise en concurrence des filières publiques avec le privé.

En parallèle, il s'agit d'imposer une logique de compétitivité à la recherche, non seulement par les derniers décrets sur les enseignants-chercheurs, mais aussi par les brevets de

recherche et l'instauration de la compétition entre chercheurs. On peut le constater tant sur le plan national qu'international, notamment concernant la fuite des cerveaux.